



En hausse

LE CIGARE CUBAIN – Le groupe Habanos, qui commercialise l'essentiel de la production de cigares de Cuba, a indiqué, lundi 27 février, avoir vu son chiffre d'affaires croître de 9 % en 2011, à 401 millions de dollars. Le premier marché du groupe est l'Europe occidentale (53 % des ventes).



En baisse

LA GRÈCE – L'agence Standard & Poor's a abaissé, lundi 27 février, la note de solvabilité de la Grèce à «SD», niveau correspondant à un «défaut de paiement sélectif», pour tenir compte de la restructuration de la dette publique grecque lancée vendredi.

Les cours du jour (28/02/12, 09 h 43)

EURO	1 euro	1,3448 dollar (achat)
OR	Once d'or	1772 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	108,45 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,08 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	États-Unis	1,94 (à dix ans)

La BCE réitère son action de soutien aux banques

Les établissements financiers devraient emprunter de 300 à 600 milliards d'euros à trois ans et à 1 %

Après Bazoooka I, Bazoooka II. La Banque centrale européenne (BCE) va procéder, mercredi 29 février, à une deuxième vague de prêts à trois ans aux banques européennes, au taux de 1 %. Objectif de ce dispositif, annoncé le 8 décembre 2011 : enrayer la paralysie du système bancaire et éviter tout *credit crunch* (pénurie de crédits). Et ce, par le biais d'opérations inédites : les prêts de l'institution sont limités à trois mois par temps calme, et jusqu'ici à un an en cas de crise. Le premier opus, lancé le 21 décembre, avait permis de ramener progressivement le calme sur les marchés par le biais d'un prêt global de 489 milliards d'euros. Observateurs et marchés ne tarissent d'ailleurs pas d'éloges sur Mario Draghi, le patron de la BCE.

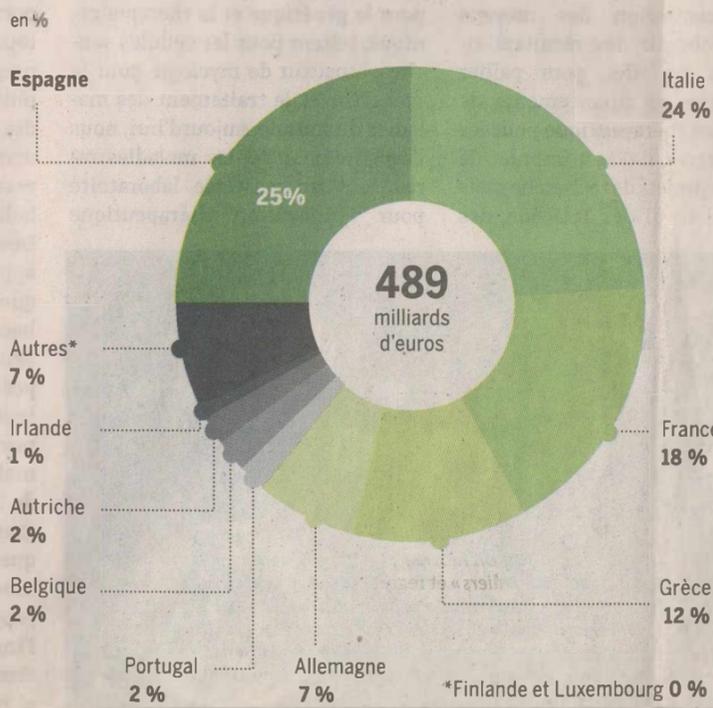
«Le risque de défaut bancaire pour manque de liquidités est presque complètement écarté», juge Laurence Boone, chef économiste Europe de Bank of America-Merrill Lynch. Et le marché interbancaire s'est dégrippé : l'Euribor à trois mois, le taux auquel les banques se prêtent en euro, est passé, lundi, sous le taux directeur de la BCE, 1 %. Une première depuis treize mois.

Mieux, l'accalmie s'est diffusée à d'autres marchés. «En permettant aux banques de réduire leur dépendance aux marchés, l'opération a créé un appel d'air pour d'autres types d'émission de dette, comme les dettes d'Etat et d'entreprises», souligne Patrick Jacq, stratège chez BNP Paribas. «Le climat a totalement changé, la grande terreur du mur de la dette à refinancer a été magistralement écartée par la BCE», abonde Jean Pisani-Ferry, directeur de l'institut Bruegel.

En décembre, le président Nicolas Sarkozy avait expliqué que les banques seraient tentées d'emprunter à bas coûts auprès de la BCE pour racheter des emprunts

Un dispositif qui a déjà fait ses preuves

RÉPARTITION PAR PAYS DES BANQUES AYANT SOUSCRIT À LA PREMIÈRE OPÉRATION À 3 ANS DE LA BCE



d'Etat. Le procédé, dit «Sarko Trade», a bien été utilisé. La baisse des rendements d'Etat italiens à dix ans a été spectaculaire, passant de 7,1 % début janvier à 5,4 % mardi. Quant à l'Espagne, elle a déjà emprunté 34 % de ses besoins totaux pour 2012 ! Ce retour au calme a permis à la BCE de ne pas avoir besoin d'acheter le moindre emprunt d'Etat sur les marchés lors des deux dernières semaines...

C'est donc peu dire que les modalités de l'opération de mercredi seront scrutées de près. Les banques devraient emprunter entre 300 et 600 milliards d'euros, le

consensus de l'agence Bloomberg prévoyant 470 milliards d'euros, soit sensiblement autant qu'en décembre. Seul bémol mais de taille : l'annonce mardi par la BCE qu'elle n'acceptait temporairement plus la dette grecque en garantie pourrait minorer ces montants de 40 à 50 milliards.

Comme la première fois, les banques espagnoles et italiennes devraient être en première ligne. «On peut aussi s'attendre à une participation accrue des banques de petite taille, la première opération ayant surtout impliqué les plus importantes», précise M. Jacq.

D'autant que ce second acte présente une particularité : les banques pourront apporter en gage une gamme plus large d'actifs («collatéraux»). De quoi éveiller l'intérêt d'établissements plus fragiles car petits.

Pas un remède miracle

Quid de la France ? Plusieurs patrons de banque ont clamé ces derniers jours qu'ils n'avaient pas besoin de l'opération. «Mais les Français participeront sûrement», fait valoir M. Jacq, qui pronostique «un effet positif sur les marchés les plus risqués, comme les actions».

Alain Bokobza, responsable de l'allocation mondiale d'actifs à la Société générale, est plus prudent : «La première opération avait créé une surprise énorme. La seconde, très attendue, n'aura sans doute pas les mêmes effets et moins d'impact global, même si elle répond à de vrais besoins d'amélioration».

Car les prêts à trois ans de la BCE ne constituent pas un remède miracle. «Sur le plan structurel, rien n'a été résolu et le risque est désormais celui d'un optimisme excessif», note M. Pisani-Ferry. Comme souvent, la médecine a accentué certains traits dangereux du système financier

européen : on a encouragé des comportements où les banques rachètent de la dette de leur propre Etat. Avec, derrière, le risque d'un cercle vicieux. Autre grief, celui de gonfler encore le bilan de la BCE. La seconde vague de prêts pourrait accroître de 8 % à 16 % un bilan déjà très alourdi ces dernières années, estiment les experts de Morgan Stanley. La crainte d'une inflation générée par ce déversement de liquidités n'est pas non plus absente. «Il n'y a pas d'inflation en vue tant que le risque de récession ou d'une croissance très faible demeure», tranche toutefois M^{me} Boone. Reste le risque de l'acharnement thérapeutique. «Un tel dispositif peut créer des "banques zombies", comme cela s'était produit au Japon, surtout si la zone euro entre en déflation, juge un grand banquier. Des établissements pourraient continuer à se financer, alors même que leurs fonds propres diminuent. Une situation qui créerait un aléa moral et pèserait sur la concurrence.»

Mardi, l'optimisme dominait cependant à la veille de l'opération. «C'est peut-être la dernière occasion pour le secteur bancaire de se refinancer à bon compte : pourquoi s'en priver ?», souligne Jean-François Robin, stratège chez Natixis. Car, sauf scénario catastrophe, il n'est pas prévu d'acte III. ■

CLÉMENT LACOMBE ET
AUDREY TONNELIER

Les Allemands votent le plan d'aide à la Grèce, mais la majorité se divise

Berlin
Correspondant

Paradoxalement, les Grecs ont davantage de raisons d'être satisfaits du vote du Bundestag, lundi 27 février, qu'Angela Merkel. A une écrasante majorité (496 voix pour, 90 contre, 5 abstentions), les députés allemands ont approuvé le second plan d'aide à Athènes. Absents, 29 n'ont pas pris part au vote. D'un montant de 130 milliards d'euros, ce plan, élaboré par les ministres des finances de la zone euro le 21 février, devrait être ratifié par les chefs d'Etat et de gouvernement, les 1^{er} et 2 mars.

Pour la chancelière allemande, ce résultat est plus inquiétant qu'il n'y paraît. Sans les voix de l'opposition, le projet n'aurait pas été adopté. Il y a 620 députés au Bundestag. C'est donc à partir de 311 voix qu'un texte obtient la majorité.

Les trois partis de la coalition au pouvoir (la CDU de M^{me} Merkel, son équivalent bavarois de la CSU et le parti libéral) disposant de 330 élus, le gouvernement n'a jusqu'à présent jamais été mis en minorité. Mais, lundi, seuls 304 députés de la coalition ont approuvé le texte. Dix-sept ont voté contre (8 CDU, 5 CSU, 4 libéraux) et 3 (2 CDU, 1 libéral) se sont

abstenus. Le 29 septembre 2011, quand il s'était agi de renflouer le Fonds européen de stabilité financière (FESF), le texte avait obtenu 523 voix, dont 315 issues de la majorité.

Angela Merkel critiquée

Cet avertissement n'est qu'une demi-surprise. Avant le vote, les députés avaient, durant plus de deux heures, participé à un débat quelque peu surréaliste. Après avoir entendu M^{me} Merkel expliquer pourquoi il fallait aider la Grèce, même si la réussite du second plan d'aide à Athènes «n'est pas garantie à 100 %», Peer

Steinbrück, porte-parole du SPD, et Renate Künast, au nom des Verts, ont sévèrement critiqué l'action passée et présente de la chancelière sur ce dossier, avant de confirmer qu'ils voteraient le deuxième plan d'aide.

Signe que le doute gagne tous les esprits, les opposants à ce plan, y compris au sein de la CDU, ont pu s'exprimer sans être chahutés. A la veille du vote, le ministre de l'intérieur, Hans-Peter Friedrich (CSU), avait fait sensation en déclarant au Spiegel que «les chances de la Grèce de se redresser et de redevenir compétitive étaient évidemment plus grandes en sortant de la

monnaie unique qu'en restant membre de la zone euro».

C'est la première fois qu'un ministre exprime un tel point de vue. Même si M. Friedrich a voté l'aide à la Grèce, ses propos ont semé le doute, tout comme ceux du ministre des finances, Wolfgang Schäuble, laissant entendre qu'il faudrait sans doute aider à nouveau la Grèce en 2014.

Lundi, le quotidien le plus lu d'Allemagne, Bild, avait barré sa «une» d'un énorme «Stop» et donné la parole à des économistes critiquant le nouveau plan d'aide à la Grèce. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Malgré un bilan solide, HSBC peine à améliorer sa rentabilité

Son bénéfice avant impôt est en recul de 6 %, à 17,7 milliards de dollars (13,2 milliards d'euros), en dépit de 11 000 suppressions d'emplois

Londres
Correspondance

Le groupe HSBC a un problème à faire pâlir d'envie ses concurrents : alors que de nombreuses banques peinent à lever des fonds pour se renflouer d'urgence, le géant bancaire britannique a simplement des difficultés à améliorer sa rentabilité. En 2011, malgré un grand programme de réduction de ses coûts, son bénéfice avant impôt (en excluant un effet comptable sur sa dette) a reculé de 6 %. Si c'est

une déception – le cours de Bourse a reculé de 2,3 % à l'annonce de ce résultat, lundi 27 février – cela signifie quand même que le bénéfice s'élève à 17,7 milliards de dollars (13,2 milliards d'euros).

HSBC est un mastodonte. Présent dans 80 pays (notamment en Europe et en Asie), avec 7200 agences et 300 000 employés, la banque a toujours fait preuve d'une vraie prudence dans son financement, s'appuyant uniquement sur la montagne de dépôts de ses clients – pas loin de 1 000 milliards

d'euros, soit presque le produit intérieur brut (PIB) de l'Espagne. Cela lui permet de faire face aux pires tempêtes : quand sa branche américaine, qu'elle est en train de fermer, a subi d'énormes pertes en 2008, la banque a quand même affiché un bénéfice.

En prenant les rênes de l'établissement début 2011, Stuart Gulliver avait estimé qu'il était temps de faire le ménage. Il avait annoncé un plan de réduction de ses coûts, cherchant à économiser jusqu'à 2,5 milliards d'euros par an d'ici à

fin 2013. Cela signifiait la suppression de 30 000 emplois, dont 672 en France.

Envolée des salaires en Asie

Moins d'un an plus tard, seize cessations ou fermetures ont été décidées. Finie la banque de détail en Russie jugée trop peu rentable ; exit la gestion de fortune au Chili ; terminée la présence en Pologne. Quant aux emplois, plus de 11 000 ont déjà été supprimés. En France, où il n'y aura pas de licenciements secs, ceux qui partiront à la retraite

anticipés ont été identifiés.

Ces efforts ont permis d'économiser 700 millions d'euros l'an dernier. Cela n'a pas suffi à redresser la rentabilité de la banque. L'explication vient en grande partie de l'Europe, où les bénéfices ont chuté de 61 %, crise de l'euro oblige. La baisse vient particulièrement de France, où se trouve le centre qui gère les obligations d'Etat européennes.

Une autre explication est l'envolée des salaires en Asie. Dans une économie en pleine forme, les banquiers n'y ont pas de pression sur

leur bonus et le font savoir : HSBC a été obligée de s'aligner, augmentant de 800 millions d'euros leurs émoluments.

«En Europe, les gens ont tendance à oublier que le reste du monde continue à croître», rappelle M. Gulliver. C'est sur cette croissance des pays émergents qu'il compte dans les années à venir. Mais cela ne lui épargne pas de poursuivre son plan de restructuration, pour tenir parole sur l'amélioration de la rentabilité d'ici à deux ans. ■

ERIC ALBERT